**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 13 novembre 2015**

La Conseil Municipal approuve le compte-rendu de la réunion du 9 octobre 2015.

1-Commune nouvelle : Saint –Aulaye – Puymangou

Le 2 novembre 2015, les services de l'Etat ont demandé aux communes d'apporter des éléments supplémentaires d'information suivants :

Nom de la commune nouvelle : SAINT AULAYE-PUYMANGOU

Siège : Mairie 9, rue du Docteur Lacroix 24410 Saint-Aulaye

Date de création : 1^{er} janvier 2016

Population de la commune nouvelle : 1 487 habitants (1388 + 99)

Composition du conseil municipal jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux (ensemble des membres) : 22 membres (15 + 7)

Création d'une commune déléguée : Puymangou

Liste des budgets annexes repris par la commune nouvelle

- de Saint-Aulaye : Assainissement collectif, Locations communales, Lotissement du Magnassou, Centrale hydro-électrique, Camping.

- de Puymangou : néant

En application de la Loi NOTRe, l'action sociale des communes de Saint-Aulaye et Puymangou sera intégrée dans le budget principal de la commune nouvelle.

Désignation du comptable de la commune nouvelle : Trésorerie de Saint-Aulaye – La Roche Chalais

Modalités de convergence fiscale :

-Intégration fiscale progressive pour la Taxe Foncière sur le bâti et le non-bâti.

-Intégration fiscale immédiate en 2017 pour la Taxe d'habitation et la Contribution foncière des Entreprises

Il convient d'abord de vérifier pour chaque taxe si une intégration fiscale est possible en étudiant le rapport entre le taux moins élevé et le taux le plus élevé.

TH : $12,87 / 14,21 = 90,57 \%$

TFB : $5,53 / 15,81 = 34,97\%$

TFNB : $59,20 / 85,73 = 69,05\%$

CFE : $13,28 / 19,46 = 99,07\%$

Une intégration fiscale est possible pour les seules taxes foncières par la commune nouvelle.

Il convient ensuite de déterminer, pour chaque taxe, le taux à partir duquel sera appliquée une intégration fiscale immédiate :

TFB : $80 \% \times 15,81 = 12,65 \%$

TFNB : $80 \% \times 85,73 = 69,58\%$

◆ **Homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation :**

Aucune des 2 communes n'a adopté de délibération portant sur les abattements en matière de taxe d'habitation. Il n'y a donc pas lieu de procéder à leur harmonisation l'année précédant la fusion.

1. **Les écarts de taux entre les 2 communes et le type d'intégration fiscale.**

La période de référence est l'année qui précède celle du vote du premier budget de la commune nouvelle. Il convient d'analyser, taxe par taxe, la situation des communes préexistantes ; elles seront classées pour chaque taxe en deux catégories :

– le groupe comprenant la commune ayant le taux le plus élevé et les communes dont le taux propre est supérieur ou égal à 80 % du taux de la précédente commune. Ces communes ne peuvent prétendre à l'intégration fiscale progressive. Un seul taux leur est applicable, égal au taux moyen des communes de ce groupe, réduit progressivement chaque année pour être ramené, à l'expiration de la période d'intégration, au taux unique à appliquer dans la nouvelle commune. On parle alors d'**intégration fiscale immédiate**

– les communes dont le taux d'imposition est inférieur à 80 % du taux le plus élevé précédemment indiqué, bénéficieront de l'**intégration fiscale progressive**.

✓ **Taxe d'habitation**

Pas d'harmonisation fiscale progressive pour la TH.

Le taux harmonisé de 14,13 % s'applique immédiatement sur l'ensemble du territoire

✓ **Taxe foncière sur les propriétés non bâties**

Nom Commune	Base communale	Taux Communal	PRODUIT
PUYMANGOU	8 509	59,2	5 037
SAINT-AULAYE	50 157	85,73	43 000
TOTAUX	58 666		48 037
TMP		81,88%	

Taux moyen pondéré des communes en intégration fiscale immédiate :81,88 %

Lissage des taux sur 13 ans (à bases et taux constant) :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
PUYMANGOU	59,2	60,94	62,69	64,43	66,18	67,92	69,67	71,41	73,16	74,90	76,65	78,39	80,14	81,88
SAINT-AULAYE	85,73	85,43	85,14	84,84	84,55	84,25	83,95	83,66	83,36	83,06	82,77	82,47	82,18	81,88

✓ **Taxe foncière sur les propriétés bâties**

Nom Commune	Base communale	Taux Communal	PRODUIT
PUYMANGOU	56 625	5,53	3 131
SAINT-AULAYE	1 139 781	15,81	180 199
TOTAUX	1 196 406		183 331
TMP		15,32%	

Taux moyen pondéré des communes :15,32%

Lissage des taux sur 13 ans (à bases et taux constant) :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
PUYMANGOU	5,53	6,28	7,04	7,79	8,54	9,30	10,05	10,80	11,55	12,31	13,06	13,81	14,57	15,32
SAINT-AULAYE	15,81	15,77	15,73	15,70	15,66	15,62	15,58	15,55	15,51	15,47	15,43	15,40	15,36	15,32

✓ **Cotisation foncière des entreprises**

Pas d'harmonisation fiscale progressive pour la CFE.

Le taux harmonisé de 19,45 % s'applique immédiatement sur l'ensemble du territoire

Le Conseil se prononce favorablement, à l'unanimité, pour cette fusion.

2-Projet de schéma départemental de coopération intercommunale

SDCI Proposition n° 8 : Fusion des Communautés de Communes du Pays Ribéracois et du Pays de Saint-Aulaye au 1^{er} janvier 2017.

Vu la loi N° 2015-991 en date du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République et plus particulièrement les articles 14 à 23 prévoyant la rationalisation de l'organisation territoriale et visant à faciliter le regroupement des collectivités ;

Vu les adaptations au seuil démographique pour la constitution d'EPCI à fiscalité propre inscrites dans la loi N°2015-991

Vu l'avis du bureau communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Aulaye du 15 septembre 2015 concernant le report de la fusion des Communautés de Communes du Pays Ribéracois et du Pays de Saint-Aulaye au 1er janvier 2020, notifié au Préfet par correspondance en date du 16 septembre 2015 ;

Vu la motion du conseil communautaire du 24 septembre 2015 pour le report de la modification du périmètre de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Aulaye et son rattachement à la Communauté de Communes du Pays Ribéracois au 1er janvier 2020, notifié au Préfet par correspondance en date du 25 septembre 2015 ;

Vu le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale reçu en date du 12 octobre 2015 et plus précisément la proposition N° 8 relative à la fusion de la Communauté de Communes du Pays Ribéracois et de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Aulaye au 1^{er} janvier 2017 ;

Le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que la Communauté de Communes du Pays de Saint-Aulaye s'inscrit dans 2 des 4 dérogations à la fusion prévues par la loi NOTRe N°2015-991 :

- La densité démographique de l'EPCI (28 habitant/km²) est inférieure à 30 % de la densité nationale.

- La population municipale de l'EPCI, de 6 689 habitants, selon l'arrêté L.5210 du CGCT, est supérieure au seuil minimum de 6659 habitants pour la Dordogne.

Considérant que, suivant les dérogations inscrites dans la loi NOTRe, la Communauté de Communes du Pays de Saint-Aulaye peut conserver son périmètre actuel ;

Considérant que l'organisation actuelle de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Aulaye, suite à l'intégration de la commune de la Roche-Chalais en 2012 qui a généré un quasi-doublement de la population intercommunale, ne permet pas d'envisager une fusion avec la Communauté de Communes du Pays Ribéracois à l'échéance du 1^{er} janvier 2017 dans des conditions satisfaisantes comme précisées dans la délibération N°12-09-2015 du conseil communautaire ;

Le conseil municipal rejette la proposition n° 8 du projet de SDCI relative à la fusion des Communautés de Communes du Pays Ribéracois et du Pays de Saint-Aulaye au 1^{er} janvier 2017.

SDCI Proposition n° 12 : Fusion du SMD3 et de l'ensemble des syndicats intercommunaux de collecte et de traitement

OBJET : Position du SMD3 sur la proposition de schéma de coopération intercommunale présentée par le Préfet.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.5711-1 à L.5711-5,

Vu la Loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 33,

Vu les instructions du Gouvernement adressées au Préfet en date du 27 août 2015 pour l'application des articles 33, 35 et 40 de la loi 2015-991 du 7 août 2015,

Vu les statuts du SMD3, et notamment ses articles IV et VI,

Vu le projet de schéma de coopération intercommunale présenté par le Préfet de la Dordogne à la commission départementale de coopération intercommunale le 5 octobre 2015, et notamment la proposition n°12,

Le Président expose :

Le service public des déchets est organisé en Dordogne autour de deux pôles de compétences :

- d'un côté la collecte qui est réalisée par les communautés d'agglomération, les communautés de communes ou les syndicats de collecte suivant les secteurs ;
- d'un autre côté le transfert, le transport et le traitement qui sont réalisés par un syndicat départemental créé en 1995 pour ce faire, à savoir le SMD3.

A l'origine, les syndicats de collecte avaient été créés par les communes pour regrouper leurs moyens et permettre d'assurer un service de qualité au meilleur coût. L'évolution de l'intercommunalité et le transfert progressif (et désormais obligatoire) de la compétence déchets aux communautés de communes ont amené les syndicats de collecte à faire évoluer leurs statuts et leur périmètre. Il s'agit aujourd'hui de syndicats mixtes.

La loi NOTRE a apporté un point d'attention particulier aux syndicats mixtes et notamment à ceux œuvrant dans le domaine du développement durable. La loi définit ainsi plusieurs objectifs :

- l'accroissement de la solidarité financière et de la solidarité territoriale
- la réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes, en particulier par la suppression des doubles emplois entre des EPCI ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes
- le transfert des compétences exercées par les syndicats de communes ou les syndicats mixtes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un autre syndicat exerçant les mêmes compétences conformément aux objectifs de rationalisation des périmètres des groupements existants et de renforcement de la solidarité territoriale
- la rationalisation des structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes du développement durable

Le SMD3, conscient des enjeux liés à la maîtrise des coûts de gestion du service public des déchets avait commencé à proposer à ses collectivités adhérentes des solutions d'intégration de l'ensemble de la compétence collecte, transfert, transport et traitement.

C'est ainsi que les statuts ont été modifiés pour permettre au SMD3 d'assurer au-delà de ses compétences fondatrices et obligatoires des missions de gestion et/ou de construction des déchèteries, et des prestations de collecte à la carte et à la demande des adhérents.

Convaincus de l'importance de conserver un lien de proximité entre les mairies, les équipes et le management, les élus ont souhaité que les statuts intègrent un fonctionnement basé sur la constitution d'assemblées sectorielles qui

permettent d'assurer une gouvernance locale pour les sujets d'intérêt local, tout en permettant des économies d'échelle par la mutualisation des moyens.

C'est ainsi qu'à la demande des élus du bergeracois, le SMD3 a fusionné avec le SMBGD et assure aujourd'hui la gestion de 6 déchèteries et la collecte de 13 000 habitants.

C'est dans ce contexte que le Préfet a présenté le 5 octobre dernier son projet de coopération intercommunale qui prévoit dans sa proposition n°12 la fusion du SMD3, du SMCTOM de Montpon-Mussidan, du SMCTOM de Ribérac, du SMCTOM de Vergt, du SYGED, du SMICTOM du Périgord Noir, du SMCTOM de Nontron et du SMCTOM de Thiviers.

Après avoir consulté l'ensemble des représentants des structures concernées par ce projet de fusion, les Présidents de syndicats de collecte s'opposent à l'unanimité à la mise en œuvre d'une fusion d'ici le 1^{er} janvier 2017. Ils sont toutefois favorables à l'examen d'une rationalisation de l'organisation du service public des déchets, mais en définissant eux-mêmes le calendrier et la méthode.

En effet, les élus réaffirment leur volonté d'être les décideurs et les acteurs de l'organisation des territoires. Dans le cas d'espèce, les transferts de compétence, ou les fusions qui ont eu lieu, ont été organisées à la demande des collectivités et non sous la contrainte de l'Etat.

Par ailleurs, la méthode proposée qui est celle de la fusion pure et simple entraîne de fait la disparition de l'ensemble des syndicats et la constitution d'une nouvelle entité. La gouvernance, l'organisation des services, leur fonctionnement et les centaines de salariés concernés seront durement et longuement touchés. Les traductions en termes de retard sur l'investissement seront préjudiciables aux entreprises du département. Le calendrier très court de fusion au 1^{er} janvier 2017 n'est pas compatible avec une bonne préparation du dossier.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré : par 23 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION

SE PRONONCE DEFAVORABLEMENT sur la proposition n° 12 du projet de schéma de coopération intercommunale présentée par le Préfet en commission départementale de coopération intercommunale ;

NE S'OPPOSE PAS à une évolution du service public des déchets et

DEMANDE au président du SMD3 de poursuivre, en étroite collaboration avec les présidents de syndicats de collecte et de traitement et des EPCI membres du SMD3, un programme de coopération et de mutualisation sur la durée de la mandature.

Le Conseil Municipal confirme la position du SMD3 et fera part de son avis à la Communauté de Communes du Pays de Saint-Aulaye. La décision a été prise par 14 voix POUR, 0 voix CONTRE et 1 ABSTENTION (Madame Joseph-Joubert).

3-Effacement du réseau France TELECOM à « Chadirat »

Le comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (maître d'ouvrage) a retenu au titre du programme FACE B 2015, l'ouvrage : « **RENFT CHADIRAT** ».

Suite à la visite de piquetage réalisée le 29 septembre 2015 concernant les travaux de renforcement du réseau électrique au lieu-dit « Chadirat », nous avons réalisé un chiffrage approximatif de l'effacement du réseau France TELECOM afin que vous puissiez avoir une idée du coût de celui-ci.

J'attire votre attention sur le fait que la décision d'effacement ou non du réseau France TELECOM revient à votre collectivité et ne remet pas en cause la faisabilité des travaux du SDE 24.

Le chiffrage énoncé dans ce présent courrier ne vaut en aucun cas engagement financier du SDE 24 :

- 25 à 35 €/ml pour le réseau de télécommunication, correspondant au génie civil (fourreau et chambres de tirage) ; les études, le câblage et la dépose des supports étant pris en charge par France TELECOM.

Au regard de ces ratios énoncés ci-dessus, les travaux d'effacement du réseau France TELECOM peuvent être estimés à **7 000 TTC +/- 10 %**.

Le Conseil se prononce favorablement sur l'acceptation de cette opération et sur la coordination des travaux par le Syndicat Départemental des Energies de la Dordogne

4-Restauration de la continuité écologique sur la Dronne : Avenant à la convention

Avenant pour la constitution d'un dossier règlementaire avec notice d'impact régularisant les ouvrages du moulin et du déversoir de la baignade en complément de l'autorisation des travaux pour la restauration de la continuité écologique.

Offre de base : constitution du dossier règlementaire avec notice d'impact : 1 625 € HT

Options : plus-value pour étude d'impact en remplacement de la notice d'impact : 1 950 € HT

Le conseil donne son accord.

oooooooooooooooooooo

Prochaine séance du Conseil Municipal, le lundi 7 décembre 2015, à 19h30